



ECHOS *de la* MONUSCO

Volume VIII - N°54 • Février 2016



Ban Ki-moon en RDC

**La situation de la RDC et de la Région
des Grands Lacs reste au premier rang
des préoccupations de l'ONU**



Photo ONU

Le 6^{ème} Secrétaire général des Nations Unies, l'Égyptien Boutros B. Galy est décédé au Caire, le 16 février 2016 à l'âge de 93 ans.

Investir dans les Grands Lacs

✍ Par Aissatou Laba Toure*

Sommaire

Dossier : Ban Ki-moon en RDC

- 3 Le Secrétaire général de l'ONU participe à la conférence sur l'Investissement du Secteur Privé dans la Région des Grands Lacs
- 5 Conférence sur les investissements du secteur privé dans les Grands Lacs : Une première dans la région
- 6 RDC : Ban Ki-moon préconise le dialogue, dans le respect de la Constitution
- 8 Ban Ki-moon loue le courage des femmes déplacées de Kitchanga et encourage les enfants à étudier
- 10 La province du Nord Kivu dit merci à Ban Ki-moon
- 11 Le Sous-Secrétaire général des Nations Unies chargé des Droits de l'Homme visite le camp des réfugiés burundais de Lusenda

Actualité

- 12 Maman Sambo Sidikou face à la presse : "on est efficace qu'en travaillant ensemble"
- 14 Relations Gouvernement-MONUSCO, le climat se réchauffe
- 15 David Gressly pour "un nouveau partenariat, dans le respect de la souveraineté du Congo"
- 16 Représentant du Vatican en RDC en visite au Nord Kivu : "Le Saint-Siège considère comme essentielle la présence de la MONUSCO dans la région Est de la RDC"
- 17 Une journée de la main rouge : "Sensibiliser l'opinion publique sur les souffrances subies par les enfants soldats"

Directeur de l'Information Publique
Charles Antoine Bambara

Chef Unité des Publications
Aissatou Laba Toure

Rédacteur-en-Chef
Tom Tshibangu

Infographiste
Jésus Nzambi Sublime

Contributeurs

Yulu Kabamba, Anne Hermman, Sandra Penan, Amadou Ba, Theophane Kinda, Penangnini Touré, J.T. Okala, Bilamekaso T., Sy Koumbo

La République démocratique du Congo a accueilli pour la cinquième fois, depuis sa prise de fonction en 2007, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon. Au-delà de la dimension politique et humanitaire, cette visite revêt un caractère économique, avec la tenue à Kinshasa de la Conférence Internationale sur les Investissements du secteur privé dans la région des Grands Lacs. Le Secrétaire général de l'ONU a tenu à rehausser de sa présence ce premier forum.



En s'accordant à organiser cette conférence, sous l'égide du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Région des Grands Lacs, Said Djinnit, les Chefs d'Etat de la région ont fait le pari de l'exploitation des vastes richesses naturelles qui pourrait jouer un rôle catalyseur de développement et de prospérité. Car dans ces pays, pour aller plus vite, il ne faut pas se demander ce qu'il y a comme richesses mais plutôt ce qu'il n'y a pas. La conférence s'est déroulée sous les meilleurs auspices, après le lancement, le 24 février par le Président de la République et le Secrétaire général de l'ONU.

Avant d'arriver à Kinshasa, Ban Ki-moon s'était arrêté au Nord Kivu. En prévision du Sommet humanitaire mondial qui se tiendra en mai prochain à Istanbul, il a voulu, en se rendant au Nord-Kivu, avoir un tableau complet sur la situation humanitaire de la RDC afin de mieux mener son plaidoyer auprès de différents décideurs qui prendront part à ce premier rendez-vous mondial. Objectif : stimuler ces derniers afin qu'ils puissent soutenir le plan d'action humanitaire 2016 du pays, dont le coût est évalué à 690 millions USD, pour faire face aux besoins de plus de 7 millions de personnes.

Il n'aura cependant échappé à personne que le Secrétaire général avait également comme souci de rencontrer les acteurs politiques et autres forces vives de la nation, afin d'aider à aplanir les tensions qui émanaient çà et là, dans la perspective des élections présidentielle et locales à venir. La tenue du dialogue appelé par le Président de la République et rejeté, sous la forme proposée, par une large partie de l'opposition, a retenu son attention et des franches discussions qu'il a eues avec tous les représentants des partis politiques ainsi que de la société civile et des institutions, il est ressorti que la tenue d'un dialogue inclusif s'imposait, dans le strict respect de la Constitution.

Enfin, le dialogue stratégique qui se poursuit entre la MONUSCO et le Gouvernement et qui avait déjà donné, entre autres résultats, la signature d'un accord de reprise de la collaboration entre les Forces Armées Congolaises et la Force onusienne, était également au menu de la visite de Ban Ki-moon en RDC. Visite fructueuse donc, à plus d'un point de vue, du Secrétaire général des Nations Unies qui termine son mandat à la tête de l'Organisation, à la fin de cette année ■

Le Secrétaire général de l'ONU participe à la conférence sur l'Investissement du Secteur Privé dans la Région des Grands Lacs

Arrivée dans la capitale de la République Démocratique du Congo, le mardi 23 février le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a pris part au lancement de la Conférence sur l'Investissement du Secteur privé dans la région des Grands Lacs le 24 février. Cette conférence, co-organisée par le Bureau de l'Envoyé spécial pour la Région des Grands Lacs, la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) et la République démocratique du Congo, visait à promouvoir l'essor économique en faveur d'une paix et d'un développement durable de la région.

Par Anne Hermann/MONUSCO



Photo MONUSCO/Michael Ali

Vue de la table des personnalités lors du lancement de la conférence sur l'Investissements du secteur privé dans la Région des Grands Lacs

Leaders politiques, diplomates, investisseurs, opérateurs économiques et partenaires au développement étaient venus en nombre pour écouter avec attention le discours, entre autres, du Secrétaire général des Nations Unies, du Président de la République démocratique du Congo et du Président de la Fédération des Entreprises Congolaises (FEC).

Dans une salle comble, Ban Ki-moon a délivré sa vision enthousiaste d'un secteur privé au service de la paix et du développement humain durable de la Région des Grands Lacs. Ban Ki-moon, a d'ailleurs rappelé « l'ampleur des possibilités et le potentiel immense de la Région des Grands Lacs » où « la

succession des conflits a empêché les travailleurs acharnés, que sont les habitants de cette région, de réaliser leur potentiel » et de bénéficier d'un développement économique responsable et durable

Le Secrétaire général des Nations Unies s'est montré intransigeant sur le principe d'un développement économique fondé sur le développement humain et au service de celui-ci. « Le développement économique doit être fondé sur des bases stables : une population éduquée et en bonne santé, une société inclusive, une bonne gouvernance et un Etat de droit ».

S'adressant aux représentants des pays membres des Grands Lacs et aux décideurs politiques, Ban Ki-moon a appelé à créer un environnement qui puisse garantir des

investissements économiques responsables, durables et prévisibles.

Aux acteurs économiques, Ban Ki-moon a déclaré que « les habitants de la Région des Grands Lacs comptent sur vous pour créer des emplois décents et stimuler un développement inclusif ». Enfin, le Secrétaire Général des Nations Unies a demandé aux acteurs humanitaires et du développement de soutenir l'intégration régionale des pays des Grands Lacs.

Ce discours du Secrétaire General des Nations Unies a fait l'unanimité parmi l'auditoire mais aussi les autres intervenants de cette cérémonie d'ouverture. Joseph Kabila Kabange, président de la République Démocratique du Congo, a rappelé que

l'organisation de cette conférence est la preuve du chemin déjà parcouru par la Région des Grands Lacs, trois ans après la signature de l'Accord-Cadre d'Addis Abeba pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la Région.

«Aujourd'hui, l'Afrique des Grands Lacs est une région portée vers l'émergence, un marché incontestablement attrayant» a déclaré Joseph Kabila avant d'identifier la lutte contre la corruption et la simplification administrative comme deux axes essentiels pour améliorer l'attrait des pays des Grands Lacs pour les investisseurs nationaux, régionaux et internationaux.

Cette attractivité économique passe également par la promotion de l'intégration économique des pays du Grands Lacs tel que l'a suggéré Albert Yuma, président de la FEC, avant de voir son appel relayé par Joseph Kabila.

Après cette cérémonie d'ouverture, la conférence sur les Investissements du Secteur Privé dans la région des Grands Lacs s'est poursuivie à l'Hôtel Pullman de Kinshasa autour de panels de discussion auxquels des leaders politiques et économiques ont présenté leurs visions et leurs idées pour stimuler l'investissement.

Ces panels de discussion étaient organisés autour des thèmes suivants: infrastructure, énergie, agriculture, tourisme, exploitation minière, technologies de l'information et de la communication et finances. Ce sont ces mêmes secteurs économiques pour lesquels Joseph Kabila, Président de la République Démocratique du Congo, et Albert Yuma, Président de la FEC, ont appelé de leurs vœux une intégration renforcée des économies des pays des Grands Lacs.

En parallèle de ces sessions de discussion,

les petites et moyennes entreprises congolaises avaient mis en place des stands d'exposition afin de présenter le dynamisme de ces jeunes start-up congolaises. Plusieurs participants à la conférence ont d'ailleurs fait part qu'ils fondaient beaucoup d'espoir dans ces jeunes entrepreneurs congolais, créatifs et dotés d'une éducation économique solide, qu'ils avaient rencontrés lors de cette exposition installée dans les couloirs de l'Hôtel Pullman.

Après deux jours d'échanges constructifs, la Conférence Internationale sur l'Investissement Privé dans la région des Grands Lacs s'est achevée le 25 février. Elle s'est conclue dans une atmosphère optimiste grâce à l'exemple donné par cette jeunesse congolaise dynamique, entreprenante et créative, dont on peut espérer qu'elle sera le moteur du développement humain de la région des Grands Lacs ■

« Echos de la MONUSCO » a posé quatre questions au Bureau de l'Envoyé spécial des Nations Unies pour les Grands Lacs sur la Conférence sur les investissements du secteur privé, pour mieux comprendre les enjeux de cette rencontre économique.

Est-ce une 1^{ère} du genre, dans les Grands Lacs ?

La Conférence sur les investissements du secteur privé dans les Grands Lacs est la première du genre consacrée à la région. Cette plateforme unique offre aux décideurs politiques, aux investisseurs et autres invités, l'occasion de découvrir les opportunités d'investissement de la région, de s'informer au sujet des principaux enjeux régionaux, de discuter de l'évolution de la situation sécuritaire et du climat des affaires, et d'étendre ainsi leurs réseaux.

Le terrain politique n'est pas des plus calmes, cette rencontre économique vise-t-elle aussi à créer un consensus autour finalement de l'essentiel qui est la paix, synonyme de retour des investisseurs et climat serein des affaires ?

La conférence sur les investissements du secteur privé est une résultante de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la Région, signé en 2013 à Addis Abeba. Suite à la signature de cet Accord, les Chefs d'Etat des pays signataires ont approuvé

un Plan d'Action qui recommandait une Conférence sur les investissements du secteur privé dans la région des Grands Lacs. De manière générale, cette conférence vise à donner un visage plus positif à cette région durement éprouvée par de longs cycles de violence et toujours en proie à l'instabilité. La partie sensible de la région des Grands Lacs reste indéniablement l'Est de la République démocratique du Congo, une région aux énormes potentialités de développement, en raison de ses ressources naturelles inégalées. Paradoxalement, cette région est aussi l'une des plus pauvres de la région. La Conférence vise donc à attirer des investissements dans cette région afin de déclencher un processus de développement et redonner de l'espoir aux populations.

Le SGNU a pris personnellement part à ces assises, est-ce un signe que l'on peut interpréter comme une volonté d'inciter les privés à prendre leur part de responsabilités dans le développement de ces pays ?

En prenant part à la Conférence, le

Secrétaire général des Nations Unies a voulu mobiliser plus de monde à cet événement de grande importance. Par sa participation, le Secrétaire général a réaffirmé son attachement à la paix et au développement de cette région qui regorge d'énormes ressources naturelles et humaines. Cette conférence a donné l'occasion au Secrétaire général de faire la promotion des objectifs du développement durable.

Qui en assurera le suivi ?

La Conférence sur les investissements du secteur privé est co-organisée par le Bureau de l'Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs, la Conférence internationale pour la Région des Grands Lacs (CIRGL) et la République démocratique du Congo. Il revient à ces trois pays, mais également aux autres pays signataires de l'Accord-cadre d'en faire le suivi, car il ne faut pas perdre de vue le fait que la Conférence sur les investissements du secteur privé est une recommandation de ces 13 pays qui ont signé l'Accord-cadre d'Addis Abeba en 2013 ■



Conférence sur les investissements du secteur privé dans les Grands Lacs : une première dans la région

Suite à la signature de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région, le 24 février 2013, à Addis-Abeba, les Chefs d'Etat des 13 pays signataires ont approuvé en janvier 2014, un Plan d'action régional pour la mise-en-œuvre dudit accord. Ce Plan d'action régional prévoyait l'organisation d'une Conférence sur les investissements du secteur privé dans la région des Grands Lacs, afin de renforcer la coopération économique, de développer les opportunités commerciales, de faciliter la création d'emplois, et d'instaurer une stabilité et une paix durables. Ban Ki-moon, le Secrétaire général des Nations Unies, a présidé la cérémonie d'ouverture.

✉ Par Penangini Touré/Bureau OSESG-GL

Pour marquer leur soutien à ce Plan d'action, les signataires avaient mandaté le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la région des Grands Lacs (OSESG-GL) et le Secrétariat exécutif de la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) d'organiser ladite Conférence désormais connue comme la Conférence sur les investissements du secteur privé dans la région des Grands Lacs (CISP). La date pour organiser cet événement a été symboliquement placée

conférence adoptée, un appel fut lancé aux pays de la région pour l'organiser. C'est ainsi que la République démocratique du Congo s'était portée garante pour relever ce défi.

En s'accordant à organiser cette conférence, la première du genre dans les Grands Lacs d'Afrique, les Chefs d'Etat de la région ont compris que la mobilisation des investissements du secteur privé pour faciliter l'exploitation des vastes richesses naturelles pourrait jouer un rôle catalyseur pour relancer la prospérité, et par conséquent susciter un élan de responsabilité collective en faveur

communication, les finances et les mines. La Conférence devra faciliter la réalisation des objectifs de l'Accord-cadre à savoir, rétablir la confiance et redonner de l'espoir à la région à travers des investissements à même de garantir des opportunités de subsistance et de développement pour les populations.

Les objectifs spécifiques de cette conférence étaient de trois ordres, à savoir: (i) présenter des exemples d'entreprises ayant connu du succès dans le cadre de leurs opérations dans la région, ainsi qu'une sélection de projets d'investissement concrets; (ii) donner des informations aux investisseurs actuels et potentiels sur le climat des affaires, la situation sécuritaire, l'évolution des risques et les options de financement disponibles dans la région des Grands Lacs; et (iii) offrir aux participants, la possibilité de nouer des contacts, d'investir éventuellement dans de nouveaux projets, et de créer ainsi un meilleur climat pour les affaires. Au total, 25 projets d'investissement identifiés dans les sept secteurs clés ont été présentés aux participants.

La conférence, à travers des panels de discussion entre les gouvernements, les investisseurs du secteur privé, ainsi que d'autres acteurs, a offert un espace de dialogue pour les nombreux partenaires porteurs d'opportunités d'investissement dans la région. Plus de 300 experts du monde des affaires et d'institutions régionales et internationales ont pris part à cette rencontre ■



Photo de famille des personnalités, après le lancement de la conférence

au 24 février 2016, date anniversaire de la signature de l'Accord-cadre. Le thème retenu était : *"Investir dans la région des Grands Lacs: faire des affaires, promouvoir la paix et le développement"*. Une fois l'idée de la

de la paix, la stabilité et la transformation de la région. A cet égard, sept secteurs clés d'investissement ont été identifiés: l'énergie, les infrastructures, le tourisme, l'agriculture, les technologies de l'information et de la

RDC : Ban Ki-moon préconise le dialogue, dans le respect de la Constitution

« J'ai échangé avec tout le monde, le Président de la République, les membres de la Majorité présidentielle, ceux de l'opposition ainsi qu'avec des membres de la Société civile. Je les ai tous exhortés à s'engager dans un dialogue constructif, et ce dans le respect de la Constitution ». Telle est la recommandation faite aux forces vives par le Secrétaire général des Nations Unies, à l'issue de sa visite de 48 heures, en République démocratique du Congo, lors d'une conférence de presse. Auparavant, le Secrétaire général avait rencontré une délégation du personnel des Nations Unies le mardi 23 février.

Par Theophane Kinda et Aissatou Laba Toure/MONUSCO



Le Président Joseph Kabila et Ban Ki-moon au Palais de la Nation

Rencontre avec Joseph Kabila, Président de la République

Le Secrétaire général a rencontré, le mercredi 24 février, Son Excellence le Président Joseph Kabila de la République Démocratique du Congo, au cours d'un tête à tête. Ils ont discuté de la situation politique et sécuritaire en République Démocratique du Congo. Le Secrétaire général a encouragé le Gouvernement de la République Démocratique du Congo à poursuivre un dialogue stratégique avec la MONUSCO, notamment pour développer conjointement une stratégie de sortie pour la Mission. A cet égard, il a salué la reprise annoncée de la coopération entre les FARDC et la MONUSCO comme étant une étape importante vers l'amélioration de la protection des civils, la

réduction de la menace posée par les groupes armés et la stabilisation de la situation dans l'Est de la RDC. Le Secrétaire général a évoqué sa visite effectuée la veille dans le camp de personnes déplacées internes à Kitchanga, dans le Nord Kivu, à titre d'exemple illustrant les défis humanitaires dans le monde. Il a invité le Président Kabila à rejoindre les dirigeants au Sommet Humanitaire Mondial qu'il convoque à Istanbul en mai prochain.

Réunions avec la majorité, l'opposition politique et des membres de la société civile.

Le Secrétaire général a souligné l'importance d'un dialogue politique comme un moyen de relever les défis liés au processus électoral. Il a exhorté les leaders politiques de toutes

tendances politiques à faire preuve de sagesse et à s'engager de façon constructive dans un dialogue qui, espère-t-il, conduirait, en temps utile, à des élections pacifiques et crédibles dans l'esprit de la Constitution. Le Secrétaire général a salué le rôle de la société civile dans la promotion du débat démocratique et en contribuant à trouver une solution consensuelle à l'impasse politique actuelle. Il a réaffirmé que l'ONU s'est engagée à coordonner étroitement ses efforts avec l'Union africaine en ce qui concerne la promotion de la démocratie et de l'Etat de droit en République démocratique du Congo. Plustôt dans la journée, le Secrétaire général a rencontré Son Excellence Monsieur Matata Ponyo Mapon, Premier ministre de la République démocratique du Congo, et séparément M. Raymond, Tshibanda, Ministre des Affaires étrangères de la République démocratique du Congo. Ils ont discuté de la situation politique et sécuritaire dans le pays et dans la région des Grands Lacs.

Rencontre avec la Presse nationale et internationale

Ce face-à-face avec la presse s'est déroulé en présence d'Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint, chef du Département de maintien de la paix, de Maman Sidikou, Représent spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, de Mamadou Diallo, Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies, Coordonnateur Résident des Nations Unies, Coordinateur humanitaire et Représentant résident du PNUD, de David Gressly, Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies, chargé de l'Etat de Droit et des Opérations à l'Est et de Ivan Šimonović, Sous-Secrétaire général des Nations Unies et Directeur du Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme. Ban Ki-moon a d'abord précisé qu'il a tenu particulièrement à revenir

en RDC pour se rendre compte de la situation humanitaire, dans le Nord du pays où il a été ému par ce qu'il y a vu. "Cela constitue une leçon d'humilité pour moi" a-t-il avoué, avant d'évoquer sa rencontre avec le Docteur Denis Mukwegé, l'homme qui répare les femmes, ainsi que les ex enfants-soldats qu'il a trouvés remarquables de courage et de résilience. Le SGNU a dit que la mission des Nations Unies s'emploie de son mieux à s'acquitter de son mandat et s'est félicité de la reprise de la coopération entre la Force de la MONUSCO et les Forces Armées Congolaises pour la lutte contre les ADF, les FDLR et d'autres groupes armés. Sur le blocage du processus électoral, il a indiqué avoir rencontré toutes les parties qu'il a appelées à un engagement pour un dialogue politique dans l'intérêt de la nation et pour briser le cercle de la violence. Ce dialogue a-t-il précisé doit être conforme à la Constitution. Il s'est dit préoccupé par les restrictions croissantes de l'espace démocratique et en particulier, celles qui sont imposées et aux membres de l'opposition, aux journalistes et aux responsables de la Société civile. La liberté d'expression et d'association et le droit de réunion pacifique sont indispensables à une vie. Il est revenu sur la Conférence Internationale sur les Investissements du secteur privé qui avait pour principal objet de promouvoir l'intégration régionale, la coopération économique pour une paix durable dans la région des Grands Lacs

Rencontre avec le personnel

Avant toutes ces activités, le Secrétaire général avait rencontré une délégation du



Le Secrétaire général des Nations Unies faisant face à la presse, le 24 février, à l'hôtel Kempinsky, à Kinshasa

personnel des Nations Unies le mardi 23 Février à 19 h 30 au Kempinski Hôtel du Fleuve Congo. A cette occasion, il a dit que la RDC est un des plus importants pays en Afrique avec un partenariat très fort. C'est sa cinquième visite en RDC et c'est probablement sa dernière visite au Congo et il est content de revoir le personnel des Nations Unies. Il a aussi dit que le pays a fait de remarquables progrès sur le plan social et économique. Il a exprimé sa satisfaction car il pense que le personnel travaille très dur. Le pays traverse

certes des moments difficiles sur le plan politique et cela nécessite que les Nations Unies puissent agir avec professionnalisme. Il y a beaucoup de crises en ce moment de par le monde, beaucoup de situations de frustration mais heureusement il y a de l'espoir et des promesses. Il attend de la part du personnel un engagement fort avec le gouvernement et une disponibilité à soutenir et apporter d'expertise, sur les questions sociales et économiques, le changement climatique et sur les questions politiques ■

“ J'ai dit aux dirigeants africains : ne vous accrochez pas au pouvoir. Ecoutez la voix de vos citoyens, répondez aux problèmes auxquels se heurtent vos populations” Mettez l'accent sur la bonne gouvernance. L'Etat de droit et la transparence”.



Photo de famille avec une vingtaine de responsable du personnel des Nations Unies en RDC

Ban Ki-moon loue le courage des femmes déplacées de Kitchanga et encourage les enfants à étudier

Le Secrétaire général des Nations-Unies était en visite de quelques heures dans la cité de Kitchanga, le mardi 23 février. Dans cette partie du Masisi, Ban Ki-moon a rendu visite aux femmes du camp des déplacés de Mungote, le plus ancien et le plus grand camp de ce territoire, et visité une école, majoritairement fréquentée par les enfants des déplacés.

✂ Par Sy Koumbo Singa Gali/MONUSCO

La cité de Kitchanga que Ban-Ki Moon a visitée le mardi 23 février est un échantillon de la province du Nord Kivu, en ce sens qu'elle est représentative de tous les problèmes humanitaires et sécuritaires vécus dans d'autres parties de la province du Nord-Kivu. Dans cette région, comme un peu partout au Nord-Kivu, on y compte d'innombrables conflits ; qu'ils soient

armés, ethniques ou fonciers. Avec sa cohorte de problèmes. Car on y dénombre pas moins de 15 camps de déplacés, dont celui de Mungote, le plus grand et le plus ancien de la région et qui compte à lui seul plus de 3 mille ménages, soit plus de 15.000 personnes.

C'est cette situation qui a interpellé le numéro un des Nations-unies qui a voulu voir et comprendre les réalités de

terrain à Kitchanga. Lesquelles réalités pourraient l'aider à prendre des mesures idoines pour aider ces populations vulnérables à reprendre une vie normale. Mais le choix de Kitchanga répond aussi à une donne : les préparatifs du Sommet mondial sur l'humanitaire qui aura lieu très prochainement à Istanbul en Turquie.

Ainsi, à Kitchanga, Ban-Ki Moon a rendu visite aux femmes déplacées, visité les petits projets financés par les humanitaires et que ces femmes gèrent pour leur auto-prise en charge. Notamment une boulangerie, mais aussi une fabrique de briquettes. Tous ces projets ont un triple objectif : l'auto-prise en charge, la préservation de l'environnement (en évitant les coupes abusives de bois de chauffe pour son utilisation et sa commercialisation) mais aussi leur propre protection par rapport aux violences sexuelles (les femmes déplacées étant souvent violées pendant qu'elles vont en forêt chercher du bois de chauffe). Ban-Ki



Photo MONUSCO/Myriam Asmani

Le Secrétaire général des Nations Unies avec les femmes dans le Nord Kivu



Photo MONUSCO/Myriam Asmani

Ban Ki-moon, servant leur repas aux enfants des déplacés du camp de Mungoté, à Kitchanga, Nord Kivu - Myriam Asmani

Moon a promis que le nécessaire sera fait pour que la paix devienne une réalité et permette à ces femmes de regagner leurs milieux d'origine et reprendre le cours normal de leur vie. Il a ajouté qu'il était une nécessité absolue pour les Nations Unies et le gouvernement de travailler ensemble pour imposer cette paix. A l'école primaire Bwirangura, fréquentée majoritairement par les enfants déplacés où Ban Ki-moon s'est rendu, il a donné une leçon d'humilité aux élèves. *"Comme vous j'ai connu la guerre... et à 6 ans, j'ai vécu comme vous.. je m'asseyais par terre pour apprendre parce qu'il n'y avait pas de table-blancs, parce que l'école avait été pillée...je suis aujourd'hui Secrétaire général des Nations Unies. J'espère que parmi vous il y aura des Présidents de la République et des Secrétaires généraux des Nations Unies"*. Qu'il s'agisse des autorités locales ou des dignitaires locaux, tous sont unanimes à dire que la visite de Ban-Ki Moon à Kitchanga est porteuse d'espoir. Ils veulent tous avoir, à travers cette visite, une réponse unique et durable au problème d'insécurité, causé notamment par les FDLR et leur cohorte de Mai Mai qui sont à la base de la plupart des cas d'insécurité dans leur région. Pour les organisations de la société civile locale par exemple, la

traque, à elle seule ne suffit pas. Il faut une solution diplomatique au problème. Et en cela, Ban Ki-moon est bien indiqué pour faire ce travail, disent ces organisations. L'autre problème soulevé est la circulation d'armes de petit calibre, source permanente d'insécurité. Les populations de Kitchanga

ont demandé que ce problème soit résolu au plus vite. Car il est impossible, au-delà de 18 heures, de sortir de chez soi sans se faire attaquer par des porteurs illégaux d'armes. Le Secrétaire général des Nations-Unies a dit avoir pris bonne note de toutes ces doléances ■



Photo MONUSCO/Myriam Asmani

Le Secrétaire général des Nations Unies serre la main des élèves de l'Ecole primaire de Bwirangura, Nord Kivu

La province du Nord Kivu dit merci à Ban Ki-moon

La visite du Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon en République démocratique du Congo a commencé par le chef-lieu de la province du Nord-Kivu. Plusieurs entretiens entre Ban Ki-moon et les autorités de la province se sont tenus, avant son départ pour Kinshasa.

Par Bilamekaso Tchagbele/MONUSCO

Ban Ki-moon venait du Burundi, où, le lundi 22 février, à Bujumbura, il avait abordé avec le président burundais, Pierre Nkurunziza, le brûlant dossier de la nécessaire tenue d'un dialogue pour décanter la tension persistante. Il a ensuite traversé la frontière pour se rendre au Nord de la République du Congo où il s'est enquis de la situation des déplacés de Kitchanga, de celle d'ex enfants soldats à Goma, suivie d'un entretien avec le Dr Mukwege, réparateur des femmes violées avant d'apprécier le travail fait par l'ensemble des acteurs de la famille des Nations Unies.

A Goma, d'ex enfants soldats lui ont offert un spectacle de Capoeira, la danse et les arts martiaux réunis pour dé-traumatiser les enfants sortis des groupes et forces armés. Le projet Capoeira pour la Paix, a été lancé il y a près de deux ans dans l'Est de la RDC, par Paulo Uchoa, ambassadeur du Brésil en RDC. La Capoeira est utilisée comme une innovation de traitement mental, visant à enlever le stress et le trauma dont souffrent les ex-enfants soldats. Cela aide à la relaxation de leurs esprits, corps et âmes, apportant la tranquillité dans leur vie quotidienne.

L'évaluation de ce projet a été présentée au Secrétaire général des Nations Unies, Ban-Ki-moon, par le Représentant pays de l'UNICEF en RDC.

Très émerveillé par la prestation, le Secrétaire général, en guise d'encouragement à ces jeunes, a même esquissé quelques pas et gestes de la Capoeira sous les applaudissements très nourris de l'assistance.

Pour le représentant de l'Unicef en RDC, cela fait bientôt deux ans, depuis que les



Ban Ki-moon, exécutant quelques phases de Capoeira avec un ex-enfant soldat

partenaires de protection de l'enfance ont lancé cette initiative dans l'Est de la RDC. Ainsi 3597 enfants ont pu bénéficier de ce programme. L'occasion était belle pour ces enfants de s'adresser à Ban Ki-moon à qui ils ont demandé de s'impliquer davantage pour rétablir la paix dans leur pays et pour punir les responsables qui continuent à recruter et à utiliser les enfants dans les groupes armés.

Rencontre avec le Docteur Denis Mukwege

L'autre temps fort de la visite du Secrétaire Général des Nations Unies à Goma a été l'entretien accordé au Docteur Denis Mukwege, promoteur et responsable de l'hôpital de PANZI au Sud-Kivu, une reconnaissance et un encouragement pour ce dernier qui a remercié les Nations Unies pour le soutien et l'accompagnement dans

le cadre de la lutte contre le viol des femmes dans le Kivu. Dr Mukwege a aussi saisi l'occasion pour demander à Ban Ki-moon de plaider pour l'accompagnement judiciaire en vue des réparations pour ces victimes.

...avec le gouverneur Julien Paluku

Le Gouverneur du Nord-Kivu s'est dit satisfait de la visite de Ban-Ki-Moon au Nord-Kivu. Pour Julien Paluku, qui a accompagné la délégation du Secrétaire Général des Nations Unies à Kitshanga, en territoire de Masisi, le passage du numéro 1 des Nations Unies, une fois de plus au Nord-Kivu est un signe d'espoir pour la solution aux problèmes d'insécurité dans cette province. Pour Julien Paluku, effectivement, le Choix de Kitshanga a été fait pour sa proximité mais aussi c'est un milieu qui présente des caractéristiques spécifiques sur le plan humanitaire. "Etant donné que sa mission fait du bon travail au Nord-Kivu, il a estimé important, avant d'aller

à Kinshasa, de voir de ses propres yeux les camps, la manière dont les enfants, les femmes vivent. Recueillir les témoignages que nous avons eu à recevoir. Parce que lorsqu'il est dans son bureau il n'a pas le temps de voir les femmes, les enfants, il a même visité une école d'une cinquantaine d'enfants, tous des déplacés qui ont quitté leurs milieux et qui lui ont demandé seulement de leur permettre de rentrer chez eux. Je crois que le fait d'être arrivé dans le camp, voir les déplacés qui lui disent Mr. le Secrétaire général, nous sommes ici, nous étudions, c'est bien mais tout ce que nous demandons c'est de nous permettre de rentrer chez nous. Je crois que ce message est très fort et ça va lui permettre de renforcer ses stratégies avec le gouvernement congolais pour que finalement la paix revienne dans cette partie de la République" ■

Le Sous-Secrétaire général des Nations Unies, chargé des Droits de l'Homme, a visité le camp des réfugiés burundais de Lusenda

Ivan Šimonović, le Sous-Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et Directeur du Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme, qui a précédé le Secrétaire général des Nations Unies en RDC, a effectué le vendredi 19 février 2016, une visite au camp des réfugiés burundais de Lusenda, dans le Territoire de Fizi. Une visite de plus, d'un haut responsable onusien «qui témoigne de l'intérêt des Nations Unies pour la protection des civils», a déclaré l'Administrateur du Territoire de Fizi qui l'a accueilli.

Par Jean-Tobie Okala/MONUSCO

Accompagné du Directeur du Bureau Conjoint des Nations Unies aux droits de l'Homme de la MONUSCO, Jose Maria Aranaz, et du Chef du Sous-bureau de la MONUSCO Uvira, Ould Mohamed El Hacem, Ivan Šimonović a mis à profit sa visite à Lusenda pour s'enquérir des conditions de vie et de la sécurité des quelque 14 618 réfugiés burundais actuellement hébergés dans ce vaste camp qui peut en contenir jusqu'à 18 000.

Christophe Migale, Chef d'Antenne de la Commission Nationale des réfugiés (CNR-Uvira/Fizi), en lui présentant le camp a affirmé *"qu'en dehors de quelques incidents inhérents à la nature humaine, le camp vit dans la paix et la sécurité"*, grâce à la présence de la Police congolaise, appuyée par des éléments de l'armée nationale (Fardc) et des Casques bleus de la MONUSCO. Des propos confirmés quelques minutes plus tard par Mahamat Noor, Chef du Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés HCR/Uvira qui a par ailleurs salué la *«cohabitation pacifique entre les populations locales et les réfugiés»*. Toutefois, M. Noor a plaidé pour la mise en place d'une politique d'encadrement de ces réfugiés qui, peu à peu, sont gagnés par le découragement, faute d'emplois et d'activités génératrices de revenus.

Avant d'effectuer une visite du dispensaire et du poste de Police du camp, le Sous-Secrétaire général des Nations



Le SSG H comm de NU aux droits H en visite à Uvira, ici dans le camp des réfugiés burundais de Lusenda - Photo MONUSCO/Jean-Tobie OKala

Unies aux droits de l'Homme s'est adressé aux milliers de réfugiés venus l'accueillir sous la pluie. Il a déclaré qu'au nom du Secrétaire général des Nations Unies, il est venu remercier le Gouvernement congolais pour son hospitalité. Ses remerciements sont ensuite allés aux forces de l'ordre congolaises (PNC et FARDC), à tous les humanitaires ainsi qu'à toutes les Agences des Nations Unies et à la

MONUSCO pour leur souci de protéger les réfugiés. Enfin, Ivan Šimonović a promis d'être le porte-parole des réfugiés auprès du Secrétaire général Ban Ki-moon et du Conseil de Sécurité des Nations Unies à New-York, pour que leurs doléances soient entendues. Doléances qui selon le porte-parole des réfugiés, se résument à quatre points : sécurité, soins de santé, éducation et emploi ■



Photo MONUSCO/Michael Ali

Le Directeur de l'Information Publique de la MONUSCO et le Porte-parole encadrant le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies lors de sa 1^{ère} rencontre avec la presse à Kinshasa, le 6 février dernier

Maman Sambo Sidikou face à la presse “On est efficace qu'en travaillant ensemble”

Le 6 février 2016 au Grand Hôtel à Kinshasa, quelques semaines après sa prise de fonctions en tant que Représentant du Secrétaire général de l'ONU en République démocratique du Congo et Chef de la MONUSCO, Maman Sambo Sidikou a eu son premier rendez-vous avec la presse, tant nationale qu'internationale. A cette occasion, M. Sidikou a d'abord salué la signature de l'accord de reprise de la coopération militaire entre la Force de la MONUSCO et les Forces Armées de la RD Congo (FARDC) dans l'Est du pays, avant d'aborder les grandes questions qui relèvent du mandat de la Mission onusienne : consolidation de la paix, protection des civils, neutralisation des groupes armés, appui au processus électoral, lutte contre les violences sexuelle. Echos de la MONUSCO y était.

✍ Par Alphonse Yulu Kabamba/MONUSCO

Coopération militaire MONUSCO/FARDC

D'entrée de jeu, Maman S. Sidikou s'est félicité de la signature de l'accord de coopération militaire entre la Force de la MONUSCO et les FARDC, fin janvier. Une coopération nécessaire, qui constitue une des grandes lignes de la Résolution 2211 du Conseil de sécurité des Nations Unies, et M. Sidikou entend mettre celle-ci à profit pour obtenir des résultats dans le cadre des opérations pour la neutralisation des

groupes armés dans l'Est de la RDC. *“On est efficace qu'en travaillant ensemble”, a-t-il estimé, expliquant que “rien n'est possible sans planification conjointe, non seulement pour les opérations en elles-mêmes, mais aussi pour s'assurer que nous restons dans le cadre des standards internationaux, en matière d'intervention armée ou de lutte contre les forces étrangères et locales”.* M. Sidikou a toutefois précisé qu' *“il s'agit d'opérations de l'Armée congolaise, appuyée par la Force*

de la MONUSCO », et que cet appui se fera notamment en mettant à disposition des moyens logistiques et de renseignements.

Appui au processus électoral

Sur la question du processus électoral, Maman Sidikou a rappelé la résolution 2211 du Conseil de sécurité des Nations Unies qui *“définit exactement comment les élections doivent se faire”* dans le cadre d' *“un processus inclusif et dans le respect de*

la Constitution". Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU a souligné la nécessité d'éviter tout retard dans la mise en œuvre du processus électoral. Les Nations Unies ayant réitéré à la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) leur engagement à soutenir l'organisation d' "élections transparentes, crédibles, dans le respect de la souveraineté du peuple", il ne faut plus perdre de temps, a-t-il déclaré, estimant toutefois qu'il y a des questions sur lesquelles il faut s'accorder aussi vite que possible.

Processus «ouvert, inclusif, consensuel et transparent »

C'est dans ce sens que M. Sidikou a dit soutenir l'initiative du Gouvernement pour un dialogue politique, mais en précisant que celui-ci doit être "ouvert, inclusif, consensuel et transparent". "Nous sommes prêts à appuyer tout effort dans ce sens, y compris provenant de l'Union africaine comme facilitateur", a-t-il déclaré, ajoutant qu'il appartient aux Congolais eux-mêmes de déterminer comment un tel dialogue se passera. Il s'agit de privilégier la préservation de la paix pour éviter toute éruption de la violence, a poursuivi le Chef de la MONUSCO, expliquant que c'est pour cela que "nous encourageons les uns et les autres à trouver une formule pour arriver à un minimum de consensus sur les aspects techniques, notamment le lancement de la révision du fichier électoral".

La MONUSCO est prête à apporter son appui logistique, indispensable pour que le délai de l'opération de révision du fichier électoral ne soit pas prolongé.

Selon lui, d'autres institutions internationales veulent également apporter leur appui mais, à l'instar des Nations Unies, elles demandent à la CENI un plan détaillé de révision du fichier, comportant la durée, les options et surtout l'état d'avancement des travaux, en insistant sur une adoption consensuelle des modalités du processus.

Lutte contre les violences sexuelles

Abordant la question des violences sexuelles, Maman S. Sidikou a tout d'abord salué le fait que les efforts des autorités congolaises, en matière de lutte contre l'impunité pour les violations des droits de l'Homme, commencent à produire leurs fruits. Ensuite, il a promis qu'il veillerait personnellement à ce que tout membre du personnel de la MONUSCO, civil ou militaire, soupçonné d'exploitation ou de violence sexuelles, soit traduit en justice et que les victimes reçoivent une compensation et une réparation adéquate.



Photo MONUSCO/Michael Ali

Maman Sidikou répondant à la presse - Michael Ali

Travailler en bonne intelligence avec les autorités congolaises

M. Sidikou s'est dit non partisan d'une «diplomatie de bavardage», susceptible d'engendrer des malentendus. Aussi a-t-il promis que, lors du rendez-vous qu'il se propose de tenir au moins une fois par mois avec les journalistes, il viendrait vers eux, avec les militaires, et les autorités congolaises pour parler de résultats, de réalisations effectives qui permettent de protéger les populations civiles. "Lorsqu'on est dans un pays, à son invitation, même si

on est là au titre des résolutions du Conseil de Sécurité, il y a un minimum de consultations à faire avec les autorités, les populations y compris les autorités provinciales, avant de se mettre à faire les déclarations", a-t-il martelé, « les Nations Unies ne sont pas une administration parallèle à la RD Congo.»

Enfin, il s'est félicité du fait qu'entre la MONUSCO et le Gouvernement il y a "maintenant un arrangement pour faire en sorte que nous travaillions en bonne intelligence et en restant chacun sur ses principes" ■



Photo MONUSCO/Michael Ali

Le Directeur de l'Information Publique de la MONUSCO, Charles Bambara concluant la séance

Relations Gouvernement-MONUSCO, le climat se réchauffe

Depuis la prise de fonction du nouveau Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en RDC, c'est comme si le partenariat qui, un moment s'était effrité, est devenu plus fécond entre le Gouvernement et la MONUSCO. «Un vent nouveau souffle désormais dans les relations entre le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et les institutions de la RDC», confirme Lambert Mendé, Ministre de la Communication et des Médias, Porte-parole du Gouvernement. Il répond ici aux questions de «Aïssatou Laba Touré pour Echos de la MONUSCO»

ALT: Lors de votre dernière conférence de presse, vous avez bien spécifié que la collaboration Force MONUSCO/FARDC se fera à l'initiative du gouvernement. N'était-ce pas le cas jusque-là ?

LM : C'est en raison de la confusion délibérément entretenue par certains esprits que nous avons jugé nécessaire de préciser les choses. Il est vrai que l'initiative des opérations a toujours et naturellement relevé du Gouvernement. Mais, dans la foulée de l'évolution du mandat de la MONUSCO, depuis la Résolution 2098, il est arrivé, par exemple, des situations d'urgence où, après des attaques contre des populations civiles, l'initiative de la riposte donnait lieu à des hésitations, à des problèmes de coordination, voire à des polémiques. Il était donc normal, dans le cadre d'un nouveau partenariat, de préciser le rôle des uns et des autres quant à la modalité pratiques de son exécution.

Cet appui se fera pour certaines opérations ou pour toutes celles que mènent les FARDC contre les groupes rebelles ?

Il faut avant tout rappeler que suite à un

différend qui est heureusement désormais derrière nous, le Gouvernement avait pris la décision de mettre fin à la collaboration entre les FARDC et la MONUSCO. Mais cela concernait uniquement la traque des FDLR. Car parallèlement, ces deux forces ont continué à mutualiser leurs efforts dans la lutte contre les autres forces négatives. Dès lors que le Gouvernement a donné son accord pour la reprise de la collaboration, l'appui des forces de la MONUSCO ne sera plus limitatif ou exclusif. Toutefois, il appartiendra à l'Etat-major des FARDC d'en juger de la nécessité ou non.

Pensez-vous que vos forces de sécurité sont en mesure d'être opérationnelles sur tous ces terrains ?

La montée en puissance des FARDC ne fait l'objet d'aucun doute. Jusqu'à présent, elles ont fait montre d'une maîtrise des opérations sur le terrain qui suscite l'admiration de tous. Par ailleurs, selon les experts, aucune force négative ne dispose à ce jour de la puissance de feu dont bénéficiait par exemple le M23, anéanti par les FARDC. Mais compte tenu de la nature et des stratégies nouvelles, imposées à nos forces armées par les forces négatives dont le mode opératoire, relève désormais plus du terrorisme que d'une guerre conventionnelle, l'appui des forces alliées s'avère nécessaire comme cela se passe sous d'autres cieux ou sur d'autres théâtres militaires. A cela s'ajoute enfin l'étendue du territoire national qui nécessite un déploiement très conséquent des forces de défense. Aussi, tout appui n'est pas superfétatoire.

L'exécution du mandat de la MONUSCO sera examinée sous peu par le Conseil de Sécurité. La reconduction du mandat, par une nouvelle résolution, posera-t-elle un problème pour le gouvernement congolais ou l'accepterez-vous sous quelques conditions ?

Il ne m'appartient pas en tant que Ministre du Gouvernement de me prononcer de manière péremptoire sur cette matière qui relève du Président de la République, à qui il revient de décider, après évaluation

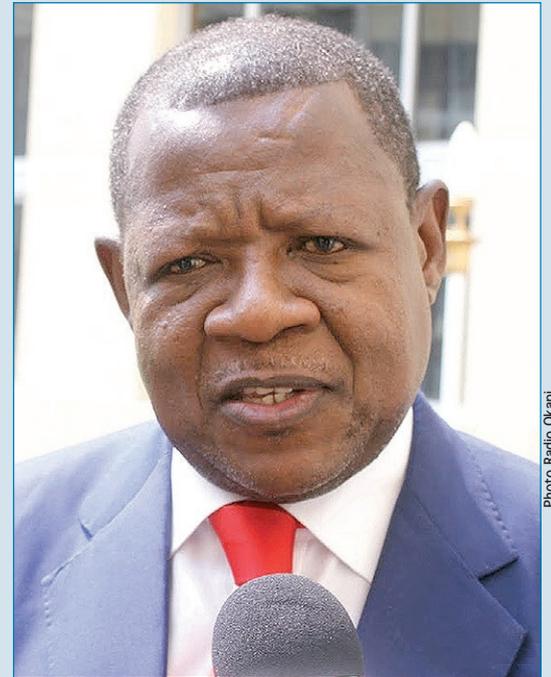


Photo Raeflo Okapi

Le Ministre de la Communication et des Médias, Lambert Mendé O.

(le dialogue stratégique initié entre le Gouvernement et la MONUSCO se poursuit à cet effet) de la nécessité de poursuivre ou pas, sous quel format et suivant quelles modalités, cette collaboration se fera.

Comment se passe jusqu'ici la collaboration avec le nouveau Représentant spécial Maman Sidikou ?

Nous avons salué la nomination de Monsieur Maman Sidikou et remercié pour ce faire Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies. Au-delà de son statut, Monsieur Sidikou est un frère, un africain, et de surcroît fils de notre culture. Il comprend mieux la spécificité de nos problèmes, contrairement à son prédécesseur dont l'activisme excessif a parfois conduit à des malentendus culturels et à quelques incompréhensions. Nous sommes convaincus qu'avec sa nouvelle approche, Monsieur Maman Sidikou accomplira un fructueux mandat à la tête de la MONUSCO. Un vent nouveau souffle désormais dans les relations entre le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et les institutions de la RDC. Nous entretenons d'excellents rapports avec le nouveau patron de la MONUSCO et nous sommes jusqu'ici entièrement satisfaits de sa collaboration ■

David Gressly pour « un nouveau partenariat, dans le respect de la souveraineté du Congo »

Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Chargé des Opérations à l'Est et de l'Etat de droit, David Gressly, a effectué le jeudi 11 février 2016 une visite à Uvira et Fizi au Sud-Kivu, dont l'objectif était de voir ce qui se fait sur le terrain en termes de protection des civils, de consolidation de la paix. Le renforcement des capacités opérationnelles du Sous-bureau d'Uvira à la pointe de la lutte contre les groupes armés et qui subit de plein fouet les effets de la crise du Burundi était également dans son agenda.

Par Jean-Tobie Okala/MONUSCO



Photo MONUSCO

Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies, chargé des Opérations à l'Est et Etat de droit en visite au Sous Bureau d'Uvira

Accueilli par Ould Mohamed El Hacen, Chef du Sous-bureau de la MONUSCO-Uvira et Marietha Dos Santos, Cheffe de Bureau ad intérim de la Monusco-Sud-Kivu, à son arrivée, David Gressly s'est rendu au Quartier général de la MONUSCO-Uvira pour un briefing sur la situation générale de la région. Au menu de cette présentation, la question des réfugiés burundais (plus de 19 200 à ce jour) répartis entre les deux Territoires de Fizi et d'Uvira, mais également la situation socio-politique et sécuritaire; une situation dont il ressort qu'elle reste dominée par des conflits interethniques, des infiltrations à la frontière RDC-Burundi d'hommes armés et dont certains, arrêtés sont parfois munis de fausses cartes d'électeurs congolaises; il y

a aussi la forte présence de groupes armés locaux (Maï Maï essentiellement) et étrangers (FNL et FDLR notamment).

Immédiatement après cette présentation, le Représentant spécial adjoint a eu une rencontre avec le Commandant des Opérations Sokola II pour la partie Sud du Sud-Kivu, le Général des FARDC Gustave Safari. Réunion à laquelle était associé le Général Tariq, Commandant de la Brigade du Sud-Kivu de la MONUSCO, venu de Bukavu pour la circonstance. Là aussi, il a été question des différentes menaces qui pèsent sur la sécurité et les populations civiles, mais aussi des opérations militaires proprement dites pour lutter contre les groupes armés ou encore de la collaboration entre la MONUSCO et les FARDC. Une collaboration

jugée "excellente" par le Général Safari qui a saisi l'occasion pour faire part de certains défis (logistiques notamment) auxquels les FARDC sont confrontées et qui ralentissent parfois leur travail. Avant de prendre congé du Général des FARDC, le Représentant spécial adjoint a déclaré que "la MONUSCO voulait ouvrir une nouvelle page dans sa relation avec la RDC. Nous recherchons un nouveau partenariat avec le Gouvernement, dans le respect de la souveraineté du Congo".

Le troisième temps fort de cette visite a été la rencontre avec le personnel à qui David Gressly a adressé ses félicitations et ses encouragements pour leur dévouement, étant donné les conditions difficiles dans lesquelles il travaille, "parfois au péril de votre vie", leur a-t-il dit ■

Représentant du Vatican en RDC en visite au Nord Kivu

« Le Saint-Siège considère comme essentielle la présence de la MONUSCO dans la région Est de la RDC »

L'Ambassadeur du Saint-Siège à Kinshasa, Mgr. Luis Mariano Montemayor, et le Représentant spécial du Secrétaire général en RD Congo, Maman Sambo Sidikou, se sont rendus mercredi 17 février 2015 à Goma, au Nord Kivu, pour une visite de travail conjointe de quatre jours.

Par Martha Biongo et Bernardin Nyangi/MONUSCO



Le Chef de la MONUSCO, Maman S. Sidikou (g.) et le nonce apostolique, Mgr Luis Mariano Montemayor (c) en visite dans le Nord Kivu

A la descente d'avion à l'aéroport de Goma, le Nonce apostolique a déclaré être venu pour compatir avec les populations du Nord-Kivu qui ont vécu en insécurité permanente, subissant toutes formes de violence ces derniers mois. Mais aussi pour se rendre compte du travail important que fait la MONUSCO sur le terrain, car le Vatican tient à la présence de la Mission onusienne dans l'Est de la RDC, a ajouté le diplomate.

« La première chose c'est compatir avec la population qui a beaucoup souffert des affres des violences ces derniers mois et aussi prendre le contact direct avec la MONUSCO. C'est pour connaître le personnel, les activités et faire aussi le terrain. Parce que le Saint-Siège considère essentielle la présence de la MONUSCO dans la région, jusqu'à ce que

toutes les violences soient finies et l'intégrité physique de la population soit assurée. Le message est de patienter parce qu'ils ne sont pas oubliés. On travaille pour eux, pour améliorer leur situation. Je suis sûr que le nouveau chef de la MONUSCO va mettre en place toutes les mesures nécessaires pour rendre la MONUSCO plus apte à protéger et à assister la population », a dit Mgr. Montemayor.

De l'aéroport de Goma, le Nonce apostolique, le Représentant spécial du Secrétaire général et les membres de leurs délégations se sont rendus à l'Hôtel de Ville pour une visite de courtoisie au Gouverneur de province. Ensuite, ils ont visité la nouvelle Cathédrale Catholique de Kituku, ainsi que le Grand Séminaire de Buhimba.

Inscrits à leur agenda chargé, étaient

également la visite de la prison de Muzenze, la rencontre avec les agences des Nations Unies et la visite du camp de déplacés de Kichanga.

Un briefing sur la protection des civils, animé par la Brigade du Nord Kivu, la célébration d'une grande messe à la Cathédrale Bakanja à Goma et une conférence de presse ont mis fin à cette visite du Nonce dans le Nord Kivu. Face aux journalistes, il a tenu à clarifier qu'il était dans une démarche diplomatique mais aussi humanitaire, en parlant directement au peuple.

Il convient de signaler qu'il s'agit de la toute première visite de Mgr Luis Mariano Montemayor au Nord-Kivu, depuis sa nomination à ce poste en RDC, par le Pape François, en juin 2015 ■



Une journée de la main rouge

“Sensibiliser l’opinion publique sur les souffrances subies par les enfants soldats”

Quatorze ans se sont écoulés depuis l’adoption, le 12 février 2002, du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l’Enfant concernant l’implication des enfants dans les conflits armés. L’entrée en vigueur de ce Protocole a donné une bouffée d’oxygène à la progression de la lutte contre l’utilisation des enfants comme soldats. Le gouvernement de la RDC a réalisé un progrès significatif pour mettre fin au recrutement des enfants dans les forces armées et à l’impunité.

✍ Par Sandra Penan/MONUSCO

En effet, il a envoyé un message clair en vue d’atteindre l’objectif zéro tolérance face à l’utilisation des enfants par les groupes armés sur le territoire, en délivrant des mandats d’arrêt à l’encontre de commandants présumés responsables de recrutement des enfants et en entamant des investigations sur certains de ces auteurs. Rien que durant l’année 2015, au moins 2 045 enfants ont été séparés des groupes armés, dont 488 nouvellement recrutés.

Le 12 février 2016, la Section et ses partenaires, à savoir l’Equipe spéciale des Nations Unies sur les enfants et les conflits armés et le Groupe de Travail Technique Conjoint UN/Gouv DRC (GTTC) ont commémoré la Journée Internationale de la Main Rouge dans les localités de Goma, Kinshasa, Dungu, Bunia, Beni, Butembo, Bukavu, Uvira et Kalémie. Cette journée, aussi connue comme étant la Journée

Internationale contre l’utilisation des enfants soldats a été une opportunité pour renforcer à nouveau les actions de plaidoyer et de sensibilisation pour mettre fin au recrutement d’enfants au sein des groupes armés.

En vue de soutenir la lutte contre l’utilisation des enfants soldats en RDC, 2095 hommes, femmes et enfants ont participé à la collecte de “Mains Rouges” organisée par la Section Protection de l’Enfant de la MONUSCO. Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Maman Sidikou, le Représentant spécial adjoint chargé des opérations à l’Est et Etat de droit, David Gressly, le Commandant de la Force de la MONUSCO, Lieutenant Général Derick Mbuyiselo Mgwebi, les chefs de section de la MONUSCO, Werrason, David Dube, des enseignants, des élèves, des enfants et le Groupe de travail technique conjoint UN/Gouv DRC, y compris le Bureau de la Représentante Personnelle du Chef de

l’Etat en charge de la lutte contre les violences sexuelles et le recrutement des enfants, des organisations de la société civile et des membres des forces armées ont participé à cet exercice.

La journée a également été marquée par le lancement des clips vidéo «*Plus jamais de Kadogo*» et «*Brisons le silence*» produits respectivement par les artistes musiciens Werrason et David Dube. Ces clips présentent la problématique des violences sexuelles perpétrées contre les filles et tout autre type de violations graves des droits de l’enfant.

Un garçon de 15 ans interviewé a dit: “*J’ai suivi un entraînement militaire, après quoi, j’étais surtout utilisé comme cuisinier et comme domestique. Mon groupe était composé de 40 éléments, y compris 10 filles dont l’âge se situait entre 16 et 17 ans. Ces filles étaient utilisées comme épouses des combattants. Nous avons tous, filles et garçons, combattu sur les champs de bataille, c’est cela qui doit cesser*” ■

Journée mondiale de la radio

Ce média qui met du son dans nos vies

Le 13 février est la date proclamée par l'UNESCO pour célébrer la radio. Ses objectifs : favoriser la coopération internationale entre les diffuseurs, encourager les décideurs à créer un accès à l'information par le biais de la radio, y compris des radios communautaires, promouvoir la liberté d'expression sur les ondes. Cette date a été entérinée par l'UNESCO le 3 novembre 2011. Depuis, elle est célébrée chaque année, le jour anniversaire de la première émission diffusée par la radio des Nations-Unies en 1946.

✎ Par Amadou Ba/MONUSCO

La Journée mondiale de la radio célèbre un média qui a transformé notre façon de communiquer et continue de jouer un rôle de premier plan au XXI^e siècle en RD Congo comme dans tous les pays de notre planète. Depuis son invention, il y a plus d'un siècle, la radio ne cesse de stimuler l'imagination des femmes et des hommes, d'ouvrir la porte au changement, de transmettre des informations vitales. Premier média dans le monde, la radio informe, éduque, divertit et favorise l'expression démocratique et influence les idées.

Selon l'Union Internationale des Télécommunications, plus de 80% des foyers des pays en développement possèdent au moins un récepteur radio. En Afrique notamment, elle constitue le prolongement de la civilisation de l'oralité. Les programmes de radio ont l'avantage de pouvoir transmettre plus facilement les informations dans les langues locales. Elle engendre des coûts de production relativement faibles par rapport à la télévision et la presse écrite.

L'édition 2016 de la Journée mondiale de la Radio a fort justement comme thème: *"La radio en situation d'urgence et de catastrophe"*. C'est une opportunité pour une radio comme la Radio Okapi d'offrir à ses auditeurs un espace qui marque le rôle que joue la station de la Paix avant, pendant et après une situation d'urgence et de catastrophe. A chaque catastrophe qui survient au niveau national et local, la radio se révèle comme le moyen le plus fiable pour savoir ce qui se passe et ce qu'il faut faire. Depuis sa création en 2002, Radio Okapi jette un éclairage sur toutes les questions cruciales, du développement durable à la protection de l'enfance, en passant par le maintien de la paix et la prévention des conflits.



Photo Photo Tiers

Notre radio produit des émissions percutantes et responsables qui ne se retrouvent nulle part ailleurs et qui donnent la parole aux Congolaises et aux Congolais. Depuis près de 14 ans, elle s'efforce de présenter avec pédagogie et équilibre les histoires, les événements et les points de vue qui intéressent les citoyens et citoyennes de la RDC, ces histoires qui reflètent la diversité culturelle du pays en français, Lingala, Swahili, Kikongo et Tshiluba. Radio Okapi produit un grand nombre de programmes locaux qui sont diffusés sur les 5 antennes régionales et nationales ; y sont abordés le vécu et les aspirations légitimes des Congolais de toutes les provinces.

Notre objectif toujours renouvelé est de comprendre et de partager les

préoccupations des citoyens pour édifier une société civile, pacifique et tolérante dans laquelle les individus sont solidaires les uns des autres et qui, ensemble, forment la nation congolaise. J'ose écrire ici que Radio Okapi est aujourd'hui un formidable outil de construction de la Paix. J'ajoute même que la station de la Paix représente une puissance médiatique inégalée, grâce à ses 24 millions d'auditeurs, qui suivent massivement ses journaux, ses programmes magazine et de divertissement, comme ses émissions interactives emblématiques, telles que *"Dialogue entre Congolais"*, *"Okapi Service"* et *"Parole aux auditeurs"*, en s'appuyant sur ses valeurs éthiques, son honnêteté journalistique et le professionnalisme de ses équipes techniques et éditoriales ■

Prise de fonction du Commandant de la Force



Le Commandant de la Force de la MONUSCO passe à Revue les troupes

Le nouveau Commandant de la Force de la MONUSCO a pris ses fonctions le lundi 1^{er} février. Cela s'est passé au quartier général de la Mission, à Kinshasa où une garde d'honneur l'a accueilli. Le général Derrick Mbuselo Mgwebi, droit dans ses bottes, le regard acéré, l'allure fière, a salué ses troupes avant de prendre ses fonctions.

Par Aissatou Laba Toure/MONUSCO

A la tête des casques bleus de la plus grande mission des Nations Unies, Le général Derrick Mbuselo Mgwebi, nommé par le Secrétaire général des Nations Unies le

29 décembre dernier, remplace à ce poste le Général Carlos Alberto Dos Santos Cruz. Il arrive à un moment où la collaboration, qui avait cessé pendant presque une année avec les Forces Armées Congolaises

reprënd, pour le plus grand bien des populations.

D'origine sud-africaine, âgé de 59 ans, avec 35 ans d'expérience, le général Mgwebi était avant sa nomination le chef des opérations conjointes des Forces de défense sud-africaine, après avoir été directeur des Forces spéciales et l'un des responsables de l'infanterie de son pays. Il a également occupé les fonctions de directeurs de la formation et chef des ressources humaines au sein des Forces nationales de défense sud-africaines. Il faut aussi savoir que le Chef des casques bleus de la MONUSCO est diplômé en gestion de la défense et en administration des affaires en Afrique du Sud.

Il ne fait pas de doute que ce "chef de guerre" comprend fort bien la tâche qui l'attend. Pour la MONUSCO, la protection des populations est un premier devoir, j'allais dire, est inscrite dans son ADN. Les défis, face à cette assignation, sont nombreux : la lutte à mener, en appui aux Forces Armées Congolaises, contre l'Alliance des Forces Démocratiques (ADF), contre les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), contre l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA); tous obstacles à la pacification totale du pays et qu'il faut nécessairement éradiquer. Le nouveau Commandant de la Force de la MONUSCO saura y faire, lui qui a déjà commandé, par ailleurs, la Force africaine, puis la Force onusienne au Burundi de 2003 à 2006.

Cet homme d'une grande rigueur professionnelle, pourra certainement insuffler à la reprise de la collaboration FARDC/Force MONUSCO, la dynamique qu'il faut pour l'engagement contre ces rebellions qui empêchent la RDC d'évoluer sereinement vers le développement ■

Le nouveau Commissaire de la Police, Awale Abdounasir



Le Commissaire Awalé Abdounasir, un ressortissant de Djibouti est actuellement le Chef de la police de la MINUSMA, poste qu'il occupe depuis le 15 Septembre 2013. Il est titulaire d'un Master en Droit et en Politique de Sécurité de l'Université de Lyon III et d'un Master en Biochimie de l'Université de Rennes.

Avant sa nomination comme Commandant de la police de la MINUSMA, le Commissaire Awalé a servi dans l'ONUCI durant cinq (5) années consécutives dans diverses positions. Il a commencé comme Officier de Police des Nations Unies (officier de patrouille), puis successivement Chef de station, Assistant spécial du Commissaire de Police, Chef de la Réforme et de la Section de Renforcement des Capacités des Forces de Sécurité locales, Adjoint au Commissaire de Police et enfin Commissaire de police par intérim.

Il a été Professeur avant de rejoindre la police et a plus de 15 ans d'expérience de police. Il est diplômé de l'Ecole Nationale Supérieure de Police de Saint Cyr au Mont d'Or. Il a également participé à plusieurs programmes de formation sur la lutte contre le terrorisme et la gestion des catastrophes aux Etats-Unis.

Le Commissaire Awalé, au cours de sa carrière dans la police nationale de son pays, a occupé divers postes de responsabilité dont ceux de Directeur du Laboratoire de la Police Technique et Scientifique, Directeur de l'Académie de Police et, Chef de Cabinet au Ministère de l'Intérieur de Djibouti ■

La visite du Secrétaire général des Nations Unies en RDC

